

Avril 2019

Les Kurdes d'Irak en 2019

La situation politique, les conditions sécuritaires et le statut des territoires disputés

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

ADEL BAKAWAN

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1 – LA SITUATION POLITIQUE POST-ÉLECTORALE DU GRK	4
1.1 – Mai 2018 : Les élections fédérales.....	5
1.2 – Septembre 2018 : Les élections régionales	6
1.3 – La chute de l’opposition.....	7
2 – LA NATURE DU SYSTÈME POLITIQUE DU GRK.....	8
2.1 – La démocratie libérale	8
2.2 – L’autoritarisme relatif	8
2.3 – Le patrimonialisme	8
3 – LE GRK ET LES TERRITOIRES DISPUTÉS	9
3.1 – L’intervention des forces armées du GRK dans les territoires disputés avant 2014.....	9
3.2 – La chute de Mossoul et le déploiement des forces armées du GRK.....	10
3.3 – La chute de Kirkouk et le retrait des forces armées du GRK des territoires disputés	10
4 – LES KURDES ENTRE LA « DÉMOCRATIE LIBÉRALE » DU GRK ET LA « DÉMOCRATIE RADICALE » DU PKK.....	11
4.1 – Le GRK et le PKK : deux modèles antagonistes.....	11
4.2 – Présence militaire du PKK dans le Kurdistan irakien.....	12
4.3 – De l’« ennemi » à l’« adversaire »	13
CONCLUSION	13

Les Kurdes d'Irak en 2019

*La situation politique, les conditions sécuritaires et le statut des territoires disputés***

INTRODUCTION

Le 25 septembre 2017, le Gouvernement Régional du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani, organise le référendum de l'indépendance du Kurdistan dans l'ensemble du territoire, y compris les territoires disputés avec Bagdad. Le résultat ne laisse aucun doute sur la volonté indépendantiste exprimée par les Kurdes. Le « oui » l'emporte avec 92,73 %¹. Cependant aucun pays au monde n'a reconnu « officiellement » ces résultats, bien au contraire. Le rejet de la consultation aussi bien sur la scène régionale qu'internationale est catégorique, ce qui encourage le gouvernement irakien d'Haïder al-Abadi à profiter de cette opportunité rare depuis 2003 pour punir fortement le GRK².

Le 29 septembre 2017, les liaisons aériennes entre le Kurdistan irakien et l'étranger sont coupées sur ordre d'Haïder al-Abadi. Le 16 octobre 2017, les milices de la Mobilisation populaire et quelques brigades de l'armée irakienne pénètrent dans Kirkouk, sans combattre. Il semble que les pressions de Washington, de Téhéran et de Bagdad sur la famille Talabani aient fonctionné, car, contre le bureau politique de l'Union patriotique kurde (UPK), qui voulait organiser une « résistance » à Kirkouk, la famille Talabani a donné l'ordre à ses « peshmergas » de quitter la ville et de la livrer aux milices de la Mobilisation populaire³ ! Le GRK perd presque la totalité des territoires disputés avec Bagdad. La

** Sociologue. Directeur du Centre de Sociologie de l'Irak (CSI), Université de Soran. Chercheur associé à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI). Chargé de cours à l'Université d'Évry.

¹ Pour plus d'information sur le référendum, voir notre article Adel Bakawan, « Kurdistan d'Irak : l'indépendance est-elle possible ? », *Revue Moyen Orient*, N°37, janvier 2018.

² Sur ce sujet, voir la conférence « Après le référendum, quel avenir pour le Kurdistan post-Barzani ? », organisé par l'IREMMO, le 5 décembre 2017. <http://iremмо.org/rencontres/apres-referendum-avenir-kurdistan-post-barzani/>

³ Cet accord implicite entre Washington, Téhéran, Bagdad et la famille de Talabani a été dévoilé par Lahur Sheikh Jangi Talabani, le chef des brigades anti-terroristes de l'UPK, engagé personnellement dans une relation hyper conflictuelle contre la famille de Barzani. Lui-même est désigné par le PDK comme un des grands responsables de la chute de Kirkouk. Conférence de presse de Lahur Sheikh Jangi Talabani, 23

chute de Kirkouk est vécue par les Kurdes comme une humiliation comparable à celle vécue par les sunnites lors de la chute de Bagdad en 2003. Le 29 octobre 2017, le président du GRK, Massoud Barzani, adresse une lettre de démission au Parlement kurde et quitte le pouvoir⁴. Il laisse derrière lui un GRK plus que jamais en lutte pour sa survie politique, ceci pendant plusieurs mois, d'octobre 2017 à mai 2018, date des élections législatives irakiennes, qui changeront les rapports de force entre Bagdad et Erbil⁵. Avec le départ d'Haïder al-Abadi et l'arrivée d'Adel Abdel-Mahdi, nouveau Premier ministre pro kurde, une nouvelle page se tourne.

En prenant en compte cette transformation des rapports de force, cette note mettra en exergue la situation politique du GRK entre les deux élections, fédérales en mai et régionales en septembre 2018, qui replaceront Massoud Barzani, comme l'interlocuteur privilégié de Bagdad, auprès des pays de la scène régionale et surtout internationale. En effet, ce « patriarche », dont certains ont annoncé la fin politique en novembre 2017, revient depuis mai 2018 en force et s'impose de nouveau sur la scène politique locale, nationale et internationale, comme la seule référence de la mouvance kurde en Irak, mais aussi comme un leader « irakien » désormais en situation de force pour préserver les équilibres profondément fragiles de l'équation irakienne. En deuxième lieu, nous aborderons la nature et le fonctionnement du système politique du GRK imaginé et mis en place par les familles Barzani et Talabani. En troisième lieu, nous analyserons les interventions des forces armées du GRK dans les territoires disputés et enfin, nous mettrons la lumière sur les rapports hautement complexes entre le GRK et le PKK.

I – La situation politique post-électorale du GRK

En 2018, l'Irak a connu deux élections extrêmement importantes dans la réorganisation du champ politique, le placement des forces dans le système politique, la redistribution des ressources symboliques et matérielles et le repositionnement de l'Irak dans le jeu des équilibres entre les puissances que sont les États-Unis et la République Islamique de l'Iran.

octobre 2017, Kurdistan irakien, Sulaymaniyah. Nous pouvons retrouver l'intégralité de cette conférence sur sa page FB : <https://www.facebook.com/LahurTalabany/>

⁴ « Kurdistan irakien : Massoud Barzani renonce à être président », *AFP*, le 29 octobre 2019.

⁵ Pour plus de détail sur cette phase, voir l'article de Jordi Tejel, « Le Kurdistan dans la tourmente », *Esprit*, 2018/1 (Janvier-Février), pp. 26-29. DOI : 10.3917/espri.1801.0026.

URL : <https://www-cairn-info.ezproxy.universite-paris-saclay.fr/revue-esprit-2018-1-page-26.htm>

1.1 – Mai 2018 : Les élections fédérales

À la suite du référendum sur l'indépendance qui a eu des conséquences dramatiques, les Kurdes d'Irak, plus que jamais fragmentés, entrent dans le processus des élections législatives fédérales. Il n'y a plus de collaboration traditionnelle entre le Parti Démocratique du Kurdistan de Barzani (PDK) et l'Union Patriotique du Kurdistan de Talabani (UPK). Chaque parti entre unilatéralement en jeu⁶.

La disparition des deux leaders historiques dans le Sud du GRK, Jalal Talabani et Nawshirwan Mustafa⁷, a vigoureusement pénalisé l'UPK et le Mouvement Goran (Changement). En revanche, le PDK a remarquablement capitalisé sur les résultats du référendum, notamment en mettant en scène la figure de son leader, Massoud Barzani, comme victime d'un système régional et international injuste envers un peuple à la recherche de sa dignité et de son indépendance.

Le soir de l'annonce des résultats, la coalition Sayyrun de Moqtada al-Sadr obtient 54 sièges, la coalition de la Conquête d'Hadi al-Amri, 47 sièges ; la coalition de la Victoire d'Haïder al-Abadi, 42 sièges ; la coalition de l'État de droit de Nouri Maliki, 26 sièges. Le seul parti sans coalition qui remporte 25 sièges est le PDK de Massoud Barzani, ce qui le place selon lui « *en premier parti politique de l'Irak* »⁸. Fort de ce résultat inattendu pour beaucoup d'observateurs, l'Erbil de Barzani redevient un des acteurs majeurs irakiens.

Loin derrière le PDK, l'UPK n'obtient que 18 sièges, le Mouvement Goran, 5 sièges ; la formation de Nouvelle Génération ; 4 sièges ; le Groupe Islamique du Kurdistan, 2 sièges et l'Union Islamique du Kurdistan, 2 sièges. De ce fait, la question de la représentation de la question kurde à Bagdad, mais aussi dans la vision stratégique des pays régionaux et internationaux, reste sous le contrôle du PDK en général et de Massoud Barzani en particulier. C'est dans ce contexte qu'au lendemain de l'annonce des résultats, les appels de la part des pays occidentaux, des pays de la région et des leaders irakiens pleuvent sur le bureau du « patriarche » de 73 ans⁹ !

⁶ Sur la fragmentation du champ politique kurde, voir notre article Bakawan Adel, « L'échec du nationalisme kurde : fragmentation, partisanisation, milicisation », *Confluences Méditerranée*, 2017/1 (N° 100), pp. 89-100. DOI : 10.3917/come.100.0089. URL: <https://www-cairn-info.ezproxy.universite-paris-saclay.fr/revue-confluences-mediterranee-2017-1-page-89.htm>

⁷ Nawshirwan Mustafa, vice-secrétaire général de l'UPK, en 2009 il prend de la distance avec Jalal Talabani et forme son propre mouvement Goran. Il meurt le 19 mai 2017 à Sulaymaniyah à l'âge de 73 ans.

⁸ Pour plus de détail sur la constitution de la nouvelle Assemblée fédérale, voir le site officiel de l'Assemblée en plusieurs langues : <http://en.parliament.iq/>

⁹ Pour un aperçu de l'historique de ces échanges avec Massoud Barzani, voir son site officiel en plusieurs langues : <https://www.masoudbarzani.krd/en/index>

1.2 – Septembre 2018 : Les élections régionales

Les perdants des élections fédérales pouvaient légitimement garder un espoir de revanche sur le PDK en préparant d'autres stratégies d'attaques (mise en forme des récits sur la corruption du PDK, son autoritarisme, les résultats dramatiques du référendum dirigé par Barzani, etc.) pour les élections législatives régionales au Kurdistan irakien du 30 septembre 2018. L'UPK, Goran, Nouvelle génération, Groupe Islamique et Union Islamique ont utilisé, à des degrés différents, le même narratif : pour conquérir le public, il faut casser le bilan du PDK au pouvoir.

Or, l'annonce des résultats par la commission électorale, non seulement déçoit les perdants des précédentes élections, mais provoque aussi un choc sans précédent dans le système politique du GRK. En remportant une victoire écrasante avec ses 45 sièges sur 111, le PDK confirme sa domination dans le champ politique kurde. L'UPK, sans leader fédérateur, plongée dans ses divisions internes et malade de son bureau politique, ne remporte que 21 sièges¹⁰ !

Cependant, cet échec doit être relativisé dans un contexte géopolitique kurde d'Irak hautement complexe. L'UPK n'est pas seulement un parti politique, mais aussi une formation qui dispose de Peshmergas (environ 60 000), de brigades anti-terroristes, d'appareils sécuritaires et gère administrativement le Sud du GRK. C'est ainsi que l'analyse du scrutin du 30 septembre, malgré son importance à plusieurs niveaux, doit être nuancée. Pour former le nouveau gouvernement, désormais confié à Masrour Barzani, le fils du « patriarche » et président du Conseil de Sécurité Nationale (CSN), le PDK est obligé de trouver des compromis avec l'UPK, ce rival qui « ressemble dorénavant à un bateau au milieu d'un océan mais sans pilote », selon l'expression du chef de son bureau politique¹¹.

Le 4 mars 2019, les deux partis ont signé un accord pour former le nouveau gouvernement¹². Ainsi Nechirvan Barzani, le neveu du « patriarche », récupère le poste de président du GRK, Masrour Barzani, celui de Premier ministre, et la présidence du Parlement revient à un membre de l'UPK, qui sera selon toutes probabilités, Madame Begard Talabani, membre de la famille Talabani. À ce jour, la négociation entre les deux partis pour la formation du Gouvernement est toujours en cours.

¹⁰ Pour plus de détail, voir notre entretien donné à Hélène Sallon sur « Massoud Barzani sort renforcé des législatives kurdes », *Le Monde*, 23 octobre 2018. https://www.lemonde.fr/moyen-orient-irak/article/2018/10/23/massoud-barzani-sort-renforce-des-legislatives-kurdes_5373253_1667109.html?fbclid=IwAR0sTsxANZ2llqQehZWFnrQwl-d5AtU2evTel6yA_fbzEDQPbYNsw2jE8Zs

¹¹ Entretien de l'auteur avec Mala Bkhtyar, chef du bureau politique de l'UPK, le 27 février 2019, Paris.

¹² « Les détails de l'accord entre le PDK et l'UPK », *Rudaw*, le 4 mars 2019. <http://www.rudaw.net/sorani/kurdistan/0403201918>

1.3 – La chute de l'opposition

Une des leçons de ces élections est sans doute l'effondrement brutal des partis d'opposition. Le mouvement Goran qui disposait de 25 sièges, n'en récupère que 12, la Nouvelle Génération qui en espérait 25 n'en a obtenu que 8. La chute des mouvements islamistes est aussi constatée, ils passent de 18 à 12 sièges¹³. Plusieurs facteurs expliquent cet effritement de l'opposition.

En premier lieu, entre 2013 et 2018, ces partis voulaient faire partie du pouvoir tout en restant dans l'opposition. Ils disposaient des ministères clés comme la Défense et l'Économie, mais ils tenaient un discours radical contre la politique du GRK. Ce double langage les a décrédibilisés aussi bien auprès de la population pro GRK que de celle mécontente du GRK.

En deuxième lieu, l'intégration de ces partis de l'opposition au système du GRK et leur épreuve du pouvoir n'ont pas toujours été une réussite ; au contraire, plusieurs membres de ces partis sont mêlés à des affaires de corruption, ce qui a fortement entaché leur crédibilité¹⁴.

Enfin, les partis de l'opposition ne disposent pas des ressources matérielles suffisantes pour pouvoir entrer en compétition avec le PDK et l'UPK de manière équitable. Ces partis dépendent financièrement des subventions du GRK. Or, le capital du PDK dépasse largement les cinq milliards de dollars et celui de l'UPK, les deux milliards de dollars¹⁵.

¹³ Voir tous les résultats sur le site officiel du Parlement kurde.

<http://www.perleman.org/Default.aspx?page=page&c=Parliament-History2018>

¹⁴ Le Ministre de l'Économie, Rebaz Hamlan, membre du Mouvement Goran, désobéira à son Mouvement lorsque la Direction Générale lui demande de se retirer, comme ses collègues, de son Ministère. A ce moment Goran lui-même commence à mettre en ligne des documents sur la corruption de son propre ministre. Voir l'article détaillé d'Ali Hama Salih, figure médiatique et Président de la liste de Goran au Parlement, sur les corruptions de son camarade Rebaz Hamlan : « J'ai donné des dizaines de dossiers de corruption de Dahlan à la Direction Générale, hélas, on ne m'a jamais écouté », la revue *Shanpress*, le 18 septembre 2017. <http://www.shanpress.com/details.aspx?jimare=12558>

¹⁵ Entretien de l'auteur avec Mala Bkhtyar, chef du bureau politique de l'UPK, le 27 février 2019, Paris.

2 – La nature du système politique du GRK

Définir le système politique du GRK à travers une seule catégorie telle que le « système démocratique » ou « système autoritaire » ou encore « système patrimonial » est une erreur, car il a des niveaux de fonctionnement différents.

2.1 – *La démocratie libérale*

Tout en bas du système, nous constatons plusieurs partis politiques en compétition, des ONG de tendances antagonistes, des médias libres et un marché ouvert. Nous pouvons noter également l'organisation de nombreux débats sur tous les sujets, des colloques et des conférences auxquels des chercheurs et intellectuels de toutes les régions du monde participent. À ce niveau, nous avons indiscutablement affaire à une « démocratie libérale » dans sa version kurde.

2.2 – *L'autoritarisme relatif*

En revanche, dès que nous montons au deuxième étage, force est de constater que les deux bureaux politiques du PDK et de l'UPK filtrent de manière stricte les orientations générales du système, fixent soigneusement les grandes stratégies, déterminent brutalement les limites à ne pas dépasser et interviennent impitoyablement dès qu'elles le sont. Par exemple, le mouvement de contestation du mois de décembre 2018 a été réprimé sur ordre des deux bureaux politiques avec l'intervention directe des Peshmergas¹⁶. À ce niveau, nous sommes proches d'une sorte d'« autoritarisme relatif ».

2.3 – *Le patrimonialisme*

Au sommet du système, loin de la base, les familles Barzani et Talabani sont durablement installées et ont la haute main sur la totalité du GRK. Les postes clés (président du GRK, Premier ministre, président du Parlement, Direction des forces antiterroristes, direction des Peshmergas, ministres des Ressources naturelles, des Relations internationales, des Services de renseignement, etc.) sont des domaines réservés aux membres des deux familles ou à des acteurs connus et reconnus pour leur fidélité historique aux deux familles. À cet étage le pouvoir est traité comme un patrimoine et nous sommes très

¹⁶ Voir notre entretien sur le sujet « Au Kurdistan d'Irak, la rue contre les partis », *La Croix*, le 20 décembre 2018. <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Au-Kurdistan-dIrak-rue-contre-partis-2017-12-20-1200901019>

proches d'un « système patrimonial », modèle des pays du Golfe, où l'absence de différenciation entre public et privé est courante.

3 – Le GRK et les territoires disputés

Les territoires disputés entre Erbil et Bagdad représentent un des dossiers sur lesquels les désaccords sont profonds et perdurent. L'article 140, qui est la prolongation de l'article 58 de la Constitution intérimaire de 2004, est la garantie juridique des Kurdes face à Bagdad. Pour régulariser définitivement le statut de ces territoires, l'article 140 place le gouvernement central dans l'obligation juridique de mettre en place un processus en quatre étapes.

La première étape de ce processus est celle de la « normalisation » qui répond à 30 ans « d'arabisation » de ces territoires par le régime bassiste en Irak. L'objectif est de préparer les conditions favorables du « retour » des Kurdes forcés à quitter ces territoires entre 1968 et 2003, mais aussi le départ des Arabes implantés pendant la période de l'arabisation. « La seconde étape prévoit de revenir au découpage administratif de 1957, avant que certains gouvernorats ne soient amputés d'une partie de leur territoire pour en modifier les limites et réduire ainsi l'influence kurde dans ces régions stratégiques. Sont ensuite prévus un recensement de la population, puis l'organisation d'un référendum dans les territoires contestés, afin que les populations concernées puissent se prononcer sur leur avenir au sein de l'Irak fédéral »¹⁷.

La Constitution irakienne a même fixé une date limite pour l'exécution de ces quatre étapes, à savoir le 31 décembre 2007 au plus tard. En mars 2019, le gouvernement irakien n'a pas encore commencé la mise en œuvre de la première étape et ne manifeste aucune volonté à commencer un jour la normalisation de ces territoires pour arriver au référendum prévu !

3.1 – L'intervention des forces armées du GRK dans les territoires disputés avant 2014

Toutefois, entre 2003 et 2014, les forces armées kurdes sont invitées par les Américains et les Irakiens à intervenir face aux menaces des groupes radicaux sunnites qui adoptent le terrorisme comme arme de combat. Fragilisée par un ensemble de pathologies chroniques, l'armée irakienne compte à la fois sur les forces spéciales américaines et les Peshmergas pour participer à la sécurisation et stabilisation des territoires disputés. Ainsi

¹⁷ Cyril Roussel, « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », *Politique étrangère*, vol. été, n° 2, 2014, pp. 63-77.

entre 2003 et 2014, les brigades de Peshmergas et de l'armée irakienne prenaient en charge la protection de ces territoires par une sorte de « cogestion ».

3.2 – La chute de Mossoul et le déploiement des forces armées du GRK

Le 10 juin 2014, Mossoul tombe aux mains des djihadistes de l'EI. Les soldats de l'armée irakienne démolie face à l'EI se réfugient par milliers au Kurdistan irakien et demandent la protection du GRK¹⁸. Nouri al-Maliki, le Premier ministre, lui-même demande au GRK de déployer les Peshmergas dans les territoires disputés pour qu'ils ne tombent pas sous le contrôle de l'EI. Le GRK répond favorablement et plusieurs milliers de soldats des forces spéciales de Peshmergas, entraînés et armés par les Américains, franchissent les frontières du GRK pour protéger les zones désertées par l'armée irakienne, dont la ville de Kirkouk. Quelques semaines plus tard, pour des raisons encore inconnues, l'EI, qui était aux abords de Bagdad, change de stratégie et redirige ses forces militaires en direction d'Erbil. À ce moment, le GRK entre, malgré lui, dans cette guerre¹⁹ sale qui coûtera, selon Massoud Barzani, 60 % du budget du GRK²⁰. De ce fait, le GRK garde son contrôle total, entre 2014 et 2017, sur l'ensemble des territoires disputés.

3.3 – La chute de Kirkouk et le retrait des forces armées du GRK des territoires disputés

Tandis que le GRK de Barzani, par suite des résultats dramatiques du référendum du 25 septembre 2017, s'enfonce dans la crise, à Bagdad, le Premier ministre irakien Haidar al-Abadi, grâce à sa mobilisation dans la guerre contre l'organisation de l'État islamique, bénéficie d'un nouveau soutien international sans précédent et fait une remontée remarquable sur les scènes nationale, régionale et internationale. Le 16 octobre 2017, les milices de la Mobilisation populaire et l'armée irakienne, avec la bénédiction de l'Iran et des États-Unis, récupèrent non seulement Kirkouk, mais aussi la « presque » totalité des territoires disputés. Cependant, les Américains et les Irakiens comprendront rapidement que sans l'accompagnement des Peshmergas, la sécurisation et la stabilisation de ces territoires est une « mission impossible ». C'est ainsi que l'armée irakienne et les forces militaires américaines stationnées dans la région de Kirkouk ont fait appel aux Peshmer-

¹⁸ « Dans le nord de l'Irak, le gouvernement autonome kurde déploie ses peshmergas », *Le Monde*, 11 juin 2014. https://abonnes.lemonde.fr/international/article/2014/06/11/dans-le-nord-de-l-irak-le-gouvernement-autonome-kurde-deploie-ses-peshmergas_4435919_3210.html

¹⁹ Pour plus de détail sur cette guerre, voir Pierre-Jean Luizard, *Le piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, Paris, La Découverte, 2015.

²⁰ Adel Bakawan, « Les trois générations du djihadisme au Kurdistan d'Irak », *Note de l'IFRI*, 2017. <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/trois-generations-djihadisme-kurdistan-dirak>

gas, le 26 février 2018, pour les aider à nettoyer cette zone des combattants de l'organisation de l'État islamique²¹. Le nombre d'attaques qualifiées de « terroristes » par Bagdad, depuis le 16 octobre 2017, ne cesse d'augmenter. Attentats à la voiture piégée, attentats suicide, attaques frontales, attaques par surprise, il y a quotidiennement des morts et des blessés : la région de Kirkouk, selon les sources sécuritaires du gouvernement irakien, est plus que jamais menacée par les « terroristes »²². D'octobre 2017 à février 2018, on dénombre 1 920 civils tués²³, dont la majorité venant des zones disputées. Dans ce contexte, le gouvernement irakien a engagé une sérieuse discussion avec le GRK pour un retour à la « cogestion » de ces territoires, expérimentée entre 2003 et 2014.

4 – Les Kurdes entre la « démocratie libérale » du GRK et la « démocratie radicale » du PKK

De façon générale, la question kurde à l'échelle régionale et internationale est représentée par deux acteurs majeurs de la scène kurde, à savoir le GRK et le PKK. Deux forces antagonistes, le GRK et le PKK, Barzani et Ocalan, représentent des visions du monde qui placent différemment l'existence politique kurde dans l'histoire en cours.

4.1 – Le GRK et le PKK : deux modèles antagonistes

Cet antagonisme apparaît clairement dans les deux modèles de sociétés et de systèmes politiques que le PKK et le GRK proposent aux Kurdes.

Marxiste-léniniste, le PKK, fondé par Abdullah Öcalan en 1978, adopte l'indépendance du Kurdistan comme le but suprême d'un combat extrêmement violent contre la République turque engagée depuis sa fondation dans un double processus, à savoir la « dékurdification » des zones kurdes en Turquie et leur « militarisation ». Cependant, depuis son arrestation en 1999, Öcalan prend de la distance avec son projet « pan-kurdiste » et adopte une politique prônant « la démocratie radicale, la paix, l'écologie, la citoyenneté déterritorialisée » ou encore « le confédéralisme démocratique », des thèses développées par Murray Bookchin (1921-2006), penseur et écologiste libertaire américain. Néanmoins, les 8 partis politiques kurdes de Syrie, regroupés dans le Conseil National Kurde (CNK), n'ont pas le droit d'exercer leurs activités politiques dans les

²¹ « Bagdad fait appel aux peshmergas contre Daech », en langue arabe, *al-Hayat*, le quotidien panarabe, Londres, le 27 février 2017.

²² « L'armée irakienne ne peut plus assurer toute seule la sécurité de Kirkuk », en langue arabe: *Bagdad Today News*, le 9 mars 2018. <http://baghdadtoday.news/ar/Default.aspx>

²³ Voir le site du collectif disponible à la fois en arabe et en anglais: <https://www.iraqbodycount.org/database/>

territoires gérés par le système de la « démocratie radicale » du PKK et de sa branche locale PYD.

Le modèle de « démocratie libérale » proposé par le GRK souffre également de fragilités fatales comme le patrimonialisme, la corruption, de fortes doses d'autoritarisme, de la partisanisation de la société et de sa militarisation²⁴. Ces deux visions du monde, malgré leurs vulnérabilités, traversent la scène kurde à la fois en Irak, en Syrie, en Turquie et en Iran. Chacun de ces deux acteurs dispose de moyens considérables pour agir sur les populations et orienter la question kurde en faveur de ces stratégies en lien avec les pays du système régional et international.

4.2 – **Présence militaire du PKK dans le Kurdistan irakien**

La présence militaire du PKK dans le Kurdistan irakien perdure depuis une trentaine d'années. Avec la « libération » du Kurdistan irakien en mars 1991, le PKK s'installe non seulement dans les montagnes de Qandil, mais aussi dans les grandes villes comme Erbil et Sulaymaniah, malgré le rejet du GRK.

Cette situation a conduit les Kurdes vers une guerre « fratricide » entre le GRK et le PKK en octobre 1992. Depuis, plusieurs confrontations militaires ont opposé les acteurs, jusqu'en 2003, date de l'occupation de l'Irak par les États-Unis. Installé au sommet de la montagne de Qandil, le PKK devient relativement invisible dans le Kurdistan irakien jusqu'à la chute de Sinjar en août 2014. Entre 2014 et 2018, les forces du PKK, avec l'accord du GRK et de la coalition internationale, ont participé au combat contre l'organisation de l'EI. Le 23 mars 2018, la Direction Générale du PKK déclare que « *Sinjar et ses environs sont devenus sûrs et le gouvernement irakien semble prêt à répondre aux demandes des Yazidis* », et décide de « *retirer la totalité de ses troupes* »²⁵.

²⁴ Voir Adel Bakawan « Les fragilités du Kurdistan irakien », *Ramses 2018*, Paris, septembre 2017. <https://www.ifri.org/fr/publications/ramses/sommaires-de-ramses/ramses-2018-guerre-de-linformation-aura-t-lieu>

²⁵ « Le PKK dit se retirer d'un fief yazidi après des menaces d'Ankara », *AFP*, le 23 mars 2018.

NB. Selon 'AFP, le dimanche 17 mars 2019, deux soldats irakiens ont été tués dans des heurts avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « *Des éléments du PKK ont attaqué un check-point de l'armée dans la province de Ninive (...) deux soldats ont été tués et cinq combattants du PKK blessés* », indique un communiqué du commandement militaire irakien publié dans la nuit de dimanche à lundi. Ces heurts ont éclaté à une centaine de kilomètres à l'ouest de Mossoul, la grande ville du nord irakien, dans la zone frontalière de la Syrie en guerre, où la milice kurde syrienne des YPG constitue l'épine dorsale des forces antijihadistes. « *C'est la première fois qu'un affrontement armé de cette ampleur a lieu dans la région* », a indiqué à l'AFP Mohammad Khalil, maire de Sinjar, importante localité proche du lieu des combats. Les heurts ont éclaté, précise le communiqué, quand « *un soldat irakien a demandé aux membres du PKK de présenter une autorisation de passage obtenue auprès des forces de sécurité pour traverser ce check-point* ». A suivre dans les prochains jours la réaction de la Turquie, de l'Irak et des États-Unis. « Deux soldats irakiens tués dans des heurts avec le PKK », *AFP*, le 18 mars 2019.

4.3 – De l'« ennemi » à l'« adversaire »

La mise à l'épreuve des rapports de forces entre le GRK et le PKK, de 2003 à 2019, démontre qu'une transformation majeure s'est produite concernant la nature de la vision de ces deux acteurs antagonistes. Il s'agit d'un passage de la perception de l'autre comme un « ennemi » avec qui nous sommes en guerre ouverte et doit physiquement disparaître de la scène, à la perception de l'autre comme un « adversaire » avec qui nous sommes en conflit et devons négocier pour gérer nos « désaccords ». Cette transformation dans la perception de l'autre pourrait éviter aux Kurdes, à moyen terme, l'entrée dans une guerre « fratricide ».

CONCLUSION

Les élections législatives de mai 2018 ont ouvert une nouvelle page dans les rapports de forces entre les acteurs en compétition : chiites, Kurdes, sunnites. À ce stade, aucun acteur n'a la certitude de pouvoir imposer sa tutelle. La seule certitude est celle de la fragmentation extrême des forces politiques des trois grandes communautés irakiennes. Elles sont toutes condamnées à trouver un minimum de consensus pour gouverner ensemble et sauver pour le moment l'unité de façade de l'Irak.

Toutefois, force est d'admettre que, depuis la formation du nouveau gouvernement irakien, la situation économique du GRK s'améliore, les fonctionnaires kurdes sont payés à temps, les investissements reprennent, les entreprises des pays de la région et des pays occidentaux se réinstallent au Kurdistan : une sorte d'optimisme est fortement constatée au sein de la société kurde !